

Extrait du Puissance 2D - Le développement durable en région

<http://puissance2d.fr/Glyphosate-pas-de-majorite>

Glyphosate : pas de majorité qualifiée pour l'autoriser cinq ans de plus. Le Comité d'appel va être saisi

- Enjeux/Débats -

Date de mise en ligne : vendredi 10 novembre 2017

Description :

L'industrie chimique espérait que l'autorisation européenne de l'herbicide le plus vendu et le plus controversé au monde serait prolongée de cinq ans. Aucune majorité qualifiée parmi les Etats membres n'a permis aujourd'hui de prendre cette décision. Générations Futures, foodwatch et la Ligue contre le cancer s'en félicitent. Car chaque jour d'autorisation du glyphosate est un jour de trop pour la santé des citoyens et des agriculteurs. Le gouvernement français et ses partenaires européens disposent de suffisamment d'arguments pour le faire interdire sans attendre. En France, plus de 8 personnes sur 10 réclament une interdiction immédiate du glyphosate. Les ONG manifestent la pression.

Copyright © Puissance 2D - Le développement durable en région - Tous droits

réservés

Pour Greenpeace, Foodwatch et la Ligue contre le cancer : « L'absence de majorité qualifiée parmi les États européens aujourd'hui montre que tout n'est pas encore joué et que l'interdiction du glyphosate peut encore passer. Il reste très peu de temps avant la fin de l'année. La France doit jouer son va-tout et ne pas permettre à la Commission européenne de passer en force. »

Les trois organisations rappellent que tout converge vers une interdiction : la pression des citoyens qui réclamaient la sortie du glyphosate sans attendre, mais aussi de nombreuses organisations dont des associations d'anciens agriculteurs malades, des députés français et européens, le scandale des Monsanto papers et

Surtout, le Centre international de recherche sur le cancer, une agence de l'Organisation mondiale de la Santé, a classé le glyphosate parmi les cancérigènes probables chez l'homme en mars 2015.

Greenpeace, Foodwatch et la Ligue contre le cancer appellent le gouvernement français à s'engager dès maintenant pour une interdiction du glyphosate, et à mettre en place un plan d'accompagnement des agriculteurs efficace.

La Commission européenne va maintenant soumettre cette proposition au [Comité d'appel](#) qui devrait se prononcer d'ici la fin du mois.

Détail du vote :

Ont voté pour - 14 EM pour 36.95% : République tchèque, Danemark, Estonie, Irlande, Lettonie, Lituanie, Hongrie, Hollande, Suède, Slovaquie, Finlande, Suède, Royaume-Uni

Ont voté contre - 32 EM pour 32.26% : Belgique, Grèce, France, Croatie, Italie, Chypre, Luxembourg, Malte, Autriche

Se sont abstenus 5 EM pour 30.79% : Bulgarie, Allemagne, Pologne, Portugal, Roumanie

Sources :

- 79% des Français pour une interdiction immédiate du glyphosate ([source](#) : sondage SumofUs, octobre 2017)
- L'Initiative citoyenne européenne pour interdire le glyphosate a dépassé le million de signatures
- 34 organisations [appellent](#) Emmanuel Macron à interdire le glyphosate sans attendre

Glyphosate : pas de majorité qualifiée pour l'autoriser cinq ans de plus. Le Comité d'appel va être saisi

- 54 députés de la majorité ont [demandé](#) l'interdiction du glyphosate le plus rapidement possible
- Le CIRC a [classé](#) le glyphosate en mars 2015 cancérogène probable chez l'homme
- 1.700 médecins [demandent](#) le retrait du glyphosate